

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

RÉGION DE L'EXTREME NORD

DÉPARTEMENT DU DIAMARE

COMMUNE DE DARGALA

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES
PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

FAR NORTH REGION

DIAMARE DIVISION

DARGALA COUNCIL

INTERNAL TENDERS
BOARD

**DEMANDE DE COTATION
EN PROCEDURE D'URGENCE**

N° 02/AG /C. DARGALA/CIPM-D/2025 DU 31 JAN 2025

**RELATIVE A L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MÉDICAL DANS LE CENTRE DE
SANTÉ INTEGRE DE GAI-GAI, DANS LA COMMUNE DE DARGALA,
DEPARTEMENT DU DIAMARE, REGION DE L'EXTRÊME-NORD.**

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public (BIP) de l'exercice 2025, le Maire de la Commune de Dargala, Autorité Contractante, lance pour le compte du Ministre de la Santé Publique, Maître d'Ouvrage, un avis de consultation relatif à l'équipement en matériel médical dans le centre de santé intégré de GAI-GAI, dans la Commune de Dargala, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord.

2. Consistance des prestations

Dès publication du présent avis, le Dossier de Demande de Cotation (DC) peut être consulté aux jours et heures ouvrables auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) de la Commune de Dargala, au numéro de **téléphone 696 90 24 44, BP: 575 Dargala; E-Mail : communedargala@gmail.com.**

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux Entreprises régulièrement installées au Cameroun et ayant une expérience dans le domaine de la fourniture en matériel médical et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations, objet de la présente consultation, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Santé Publique, exercice 2025 pour un coût estimatif de **Six millions Cinq-Cents Mille (6 500 000) de Francs CFA.**

5. Mode de soumission

**Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est
[Indiquer l'un des trois modes de soumission ci-après :**

- **en ligne ou hors ligne** (toutefois, lorsque les deux possibilités sont ouvertes au soumissionnaire, il ne peut utiliser à la fois le mode en ligne ou le mode hors ligne).

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO / MOD aux heures ouvrables **auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) de la Commune de Dargala, au numéro de téléphone 696 90 24 44, BP: 575 Dargala; E-Mail : communedargala@gmail.com.** dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenu au **auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) de la Commune de Dargala, au numéro de téléphone 698 14 33 64/696 90 24 44, BP: 575 Dargala; E-Mail: communedargala@gmail.com** contre présentation d'une quittance de versement auprès du Receveur Communal de Dargala d'une somme non remboursable de Quinze mille (15 000) francs CFA. Payable chez le Receveur municipal.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 6 500 000 F CFA.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréer par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à 130 000F CFA ; et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque offre, rédigée en Français et en Anglais et en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) de la Commune de Dargala, au numéro de téléphone 696 90 24 44, BP: 575 Dargala; E-Mail : communedargala@gmail.com, au plus tard le _____ à 14 heures 00 minutes précises, heure locale, sous pli fermé. Au-delà de cette heure, aucune offre ne sera acceptée. Aucune offre régulièrement déposée ne peut être ni modifiée, ni retirée et devra porter la mention :

AVIS DE CONSULTATION 31 JAN 2025
N° 02 /AG /C. DARGALA/CIPM-D/2025 DU
**RELATIVE A L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MÉDICAL DANS LE CENTRE
DE SANTE INTEGRE DE GAI-GAI, DANS LA COMMUNE DE DARGALA,
DEPARTEMENT DU DIAMARE, REGION DE L'EXTRÊME-NORD.**
" A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 25 FEV 2025 à 15 heures par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué dans la salle des actes de la Commune de Dargala par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics à Dargala. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation].

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

[Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels¹. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

[Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans la Demande de Cotation relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques ion et à la qualification des soumissionnaires].

13.1-Critères éliminatoires

[Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non- respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.]

Il s'agit notamment :[à titre indicatif] :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. de l'absence du cautionnement de soumission ;
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. du non-respect de X critères essentiels (X renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- e. de L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f. non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- g. de la non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture (à lister) ;
- h. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- j. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- k. de la non-conformité du modèle de soumission ;
- l. de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- m. de l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fabricant le cas échéant ;
- n. de la non-conformité du mode de soumission ;
- o. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- p. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

NB : en fonction de la spécificité de la prestation, d'autres critères pertinents pourront être ajoutés lors de l'élaboration de la Demande de Cotation.

¹ Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché

13.2-Critères essentiels

[Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de la Demande de Cotation. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.]

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- ✦ la présentation de l'offre
- ✦ les références du soumissionnaire ;
- ✦ le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- ✦ la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière)
- ✦ la qualification et l'expérience du personnel
- ✦ les moyens logistiques
- ✦ la méthodologie
- ✦ le délai d'exécution

NB : - [Indiquer les principaux critères de qualification qui montrent que le soumissionnaire dispose des capacités techniques et des ressources requises pour mener à bien l'exécution du marché. Ces critères seront détaillés à l'article 11 du RPDC]

- [Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non)].

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de *Deux (2) Mois et mois ou jours calendaires*. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15- Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs **Cotations** pendant *90 jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des **Cotations**.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au [service (de la Commune de Dargala; Tél : 696 90 24 44; BP 575 Dargala ; dès publication du présent avis ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la

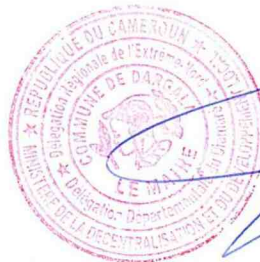
CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07

Fait à Dargala, le **31 JAN 2025**

Le Maire de la Commune de Dargala
(Autorité Contractante),

Ampliations :

- DDDMAP/ (pour information)
- PRESIDENT/ CIPMP (pour information)
- ARMP (pour publication au JDM)
- SOPECAM (pour publication)
- AFFICHAGE (pour information)
- CHRONO/ARCHIVES



Najidda Bahari
Le Maire

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

RÉGION DE L'EXTREME NORD

DÉPARTEMENT DU DIAMARE

COMMUNE DE DARGALA

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES
PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

FAR NORTH REGION

DIAMARE DIVISION

DARGALA COUNCIL

INTERNAL TENDERS
BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 02 / ONIT / AG / C-DARGALA / CIPM-D / 2025 OF

131 JAN 2025

**FOR THE MANUFACTURE OF MEDICAL EQUIPMENT CSI OF GAI GAI IN
THE MUNICIPALITY OF DARGALA, IN DARGALA COUNCIL,
DIAMARE DIVISION, FAR-NORTH REGION**

Following emergency procedure

Financing: PIB OF THE MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

Budget Head

1. Subject of the Request for Quotation

Within the framework of the 2025 National Investment Budget, the Mayor of the Dargala Councils (Contracting Authority) hereby launches for the Mayor of Diamare Councils an Open National Invitation to tender following emergency procedure, for the manufacture of Médical equipment to CSI of GAI GAI, in the Municipality of Dargala, in Dargala Council, Diamare Division, Far -North Region.

2. Nature of services

The works, which form the subject of this open national invitation to tender, shall consist in the. for the manufacture of Medical equipment to CSI of GAI GAI, in the Municipality of Dargala, in Dargala Council, Diamare Division, Far -North Region.

3. Participation and origin

Participation to this invitation to tender is open to Cameroonian enterprises that are in compliance with the fiscal laws and having a good experience in the domain concerned. Each bidder must give true information that will lead to choose the one who will carry out the contract well.

4. Financing

The works which form the subject of this invitation to tender are financed by the National Investment Budget of the Ministry of health for the 2024 financial year, for the amount eighty million five hundred thousand (6 500 000) francs CFA.

5. Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is indicated in one of the three submission methods below:

- **online or offline** (However, when the two possibilities are open to the bidder, he cannot use both the on line and off line bidding methods).

6. Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the services of the PO/DPO Upon the publication of this notice, tender documents can be consulted during working days and hours at the SIGAMP of the Dargala Council, telephone number 696 90 24 44, Po. Box 575 DARGALA. It may equally be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm) or on any other electronic communication means indicated by the Project Owner (to be specified).

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The hard copy of the file may be obtained at *at the SIGAMP of the Dargala Council, telephone number 696 902 444, Po. Box 575 DARGALA.* as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of 15 000 CFA francs for the purchase of the Tender File fees. *at the Dargala Treasury..*

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQ) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online bidding is subject to the payment of the purchase fees of the Request for Quotation File (RQF).

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is 6 500 000 F CFA.

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of *[specify the all-in amount in CFA francs for each lot, if applicable. It is not more than 2 % of the estimated cost of the Jobbing Order all taxes inclusive (ATI), in accordance with the Order in force]* and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. 'The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

10-Submission of Quotations

VIII – Submission of bids

Seven (07) copies of sealed complete bids (one certified copy of originals and six photocopies) drafted either in English or French must be submitted at the Launching Contracts Support Unit of the Diamaré Divisional latest 25 FEB 2025 local time on 02 p.m with the reference:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 02 / ONIT/AG /C-DARGALA/CIPM-D/2025 OF 31 JAN 2025
FOR THE MANUFACTURE OF MEDICAL EQUIPMENT TO THE GAI GAI, IN THE
MUNICIPALITY OF DARGALA, IN DARGALA COUNCIL, DIAMARE DIVISION, FAR-
NORTH REGION.

Following emergency procedure
Financing: PIB OF THE MINISTRY OF HEALTH
Budget Head

” To be opened only during the session for the opening of bids

11-Opening of bids

Bids shall be opened in a single phase on the 12.5 FEB 2025 at 03 by the Project Owner or Delegated Project Owner's Tenders Board) at the SIGAMP of the Dargala Council, telephone number 696 902 444, Po. Box 575 DARGALA.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

[The launching of the bid-opening session must be done not later than one hour after the time-limit for the submission of quotations specified in the Request for Quotation File].

12-Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13-Evaluation criteria

[Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. It should be specified that no criterion can be eliminatory and essential at the same time. The aim of these criteria is to assess compliance with the conditions laid down in the Tender File, administrative documents, the technical offer and the financial proposal in order to award the contract to tenderers.]

13.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's quotation.

The eliminatory criteria include:(for information purpose)

- a. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b. Absence of bid bond;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Failure to comply with X essential criteria (X referring to technical bids qualification threshold)
- e. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- f. Failure to comply with the bid file format; in case on submission online;
- g. Failure to comply with the major technical specifications of the supply (to be listed)
- h. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- i. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- j. Non-compliance with the submission model;
- k. Absence of prospectus accompanied by manufacturer's technical sheets;
- l. Absence of approval or manufacturer's authorisation, if applicable;
- m. Non-compliance with the submission method;
- n. Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- o. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

NB: *Depending on the specificity of the service, other relevant criteria may be added when drafting the Request for Quotation.*

13.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on::

- ✦ *presentation of bid;*
- ✦ *Bidder's References;*
- ✦ *After-sales service (availability of spare parts, repair workshops, technical personnel) if applicable;*
- ✦ *Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);*
- ✦ *Personnel qualification and experience; ✦ Logistics means; ✦ Methodology.*
- ✦ *Execution timeframe.*

NB: *[Indicate the main qualification criteria which show that the bidder has the required technical capacities and resources to successfully execute the contract]. [These criteria are detailed in Article 11 of the Special Regulations of the Request for Quotation (SRRQ)]*

[The notation system of bids by giving points (marks) is forbidden and the scoring system to be applied shall be the binary mode (Yes or No)]

14 Estimated execution period

The maximum time frame provided for by Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is [Specify the estimated time frame and the number of tranches per lot if applicable] calendar months or days This time

frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

15-Award

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

(In case of allotment, indicate the maximum number of lots which may be awarded to the successful bidder)

17- Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

18- Additional information

Additional information may be obtained during working hours from at the SIGAMP of the Dargala Council, telephone number 696 902 444, Po. Box 575 DARGALA or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other means of electronical communication indicated by the Project Owner.

19- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Dargala, on the 31 JAN 2025

**THE MAYOR
(THE CONTRACTING AUTHORITY)**

Ampliations :

- DDDIAM/MINMAP (for information)
- PRESIDENT/ CIPM (for information)
- ARMP (for publication au JDM)
- SOPECAM (for publication)
- AFFICHAGE (for information)



[Handwritten signature in blue ink]
Njidda Bahari
Le Maire